

---

## L'eau aux bords du politique

Reconquête des communs

*Reclaiming the commons: water on the edge of politics*

**Léo Coutellec**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/826>

DOI : [10.4000/insituarss.826](https://doi.org/10.4000/insituarss.826)

ISSN : 2680-4972

**Éditeur**

Ministère de la Culture

**Référence électronique**

Léo Coutellec, « L'eau aux bords du politique », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], | 2021, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/826> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituarss.826>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.



La revue *In Situ. Au regard des sciences sociales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# L'eau aux bords du politique

Reconquête des communs

*Reclaiming the commons: water on the edge of politics*

Léo Coutelec

---

- 1 Décembre 2018, les élus de la communauté de communes Ouche et Montagne (CCOM)<sup>1</sup> décident de ne pas reconduire la gestion de l'eau potable par délégation de service public (DSP) à une entreprise multinationale privée (Suez) mais de reprendre en main cette gestion par la création d'une régie publique intercommunale. Un an avant, dans le paysage monotone et dépolitisé de la gestion administrativo-économique d'une collectivité, aucun indice ne permet d'envisager une telle issue, l'affaire semble « pliée » : l'eau est entre de bonnes mains, celles d'une entreprise compétente qui assure le service aux habitants, sans controverse particulière. Les usagers paient leur facture (qu'ils ne comprennent pas toujours), les élus votent des budgets et valident des rapports (longs et compliqués), le délégataire gère le service et assure la maintenance du réseau (dans une relative opacité). « Tout va très bien madame la marquise, tout va très bien, tout va très bien... »
- 2 Et c'est d'un tel contexte que surgit le convaincu « Mais de quoi vous mêlez-vous ? » : réaction d'un élu local suite au premier communiqué de presse de l'association Eau Bien Commun Ouche & Montagne (Ebcom), créée début 2018 à Mâlain (Côte-d'Or)<sup>2</sup> et dont l'auteur de ce présent texte est membre. Dans ce texte, l'association déclare qu'il « ne peut y avoir de décisions sur l'avenir de la gestion de l'eau au sein de la communauté de communes sans une concertation et une implication de tous les acteurs, notamment les habitants de notre territoire, et sans une considération sérieuse du problème de l'eau dans toutes ses dimensions<sup>3</sup> ». Voilà que la marquise innocente et crédule s'éloigne devant l'intervention citoyenne. Certes un peu hésitante en ses débuts tant la question de l'eau, pourtant physiquement première et omniprésente dans nos quotidiens, se retrouve politiquement orpheline dans nos consciences. Communiqué-manifeste qui marqua le début d'une année de recherche, de rencontres et de mobilisations autour de la gestion de l'eau sur notre petit territoire de Côte-d'Or, tout proche de son grand voisin métropolitain, l'agglomération de Dijon, elle aussi dans les mains rassurantes de la multinationale de l'eau Suez.

Figure 1



Déversoir du moulin situé en amont du village de Giséy-sur-Ouche, 2007.

© photo R. Garraut (syndicat du bassin de l'Ouche).

- 3 Pour le petit collectif à l'origine de l'association<sup>4</sup>, l'objectif s'est progressivement dessiné : il nous fallait convaincre de la possibilité d'une gestion publique, écologique et démocratique de l'eau, petit défis dans un contexte d'indifférence, voire de méfiance, vis-à-vis du travail de construction des attentes collectives (Innerarity 2008). Nous proposons ici une analyse impliquée de cette *reconquête locale d'un commun vital* avec l'intention de faire apparaître ses potentialités critiques quant à notre façon de penser le politique et l'engagement citoyen. Peut-être aussi pour contribuer à une « culture des précédents » (Vercauteren 2018) où macropolitique et micropolitique ne sont plus dissociées, autrement dit où l'objectif politique ne détermine plus complètement la vie des groupes qui choisissent de s'en emparer. Peut-être aussi pour démontrer une autre indissociabilité, celle qui lie rapport aux savoirs et rapport au territoire. C'est donc de la constitution d'un commun dont il s'agit ici.

## Politiser sans polariser

- 4 Une première difficulté s'est rapidement imposée, difficulté propre à toute mobilisation qui ne souhaite pas en rester à un accommodement à la marge ou à un accompagnement inoffensif : que veut dire politiser une question ? En l'occurrence, que veut dire « politiser la question de l'eau », ce qui fut l'intention du collectif dès le départ ? Dans ses premières pérégrinations, il n'est pas rare que des remarques de ce type lui ait été adressées : « Il ne faut pas politiser cette question, sinon nous allons créer des blocages », ou encore « Nous ne devons pas faire de politique, la question de l'eau dépasse les clivages ». Qu'expriment ces remarques sinon une difficulté bien

ancrée à dissocier *politisation* et *polarisation* ? L'idée que la politique soit d'abord la constitution et l'autogouvernement de communs n'emporte ici pas un grand succès. Nous avons tellement intériorisé les structures objectives de la conception dominante de la politique, celle qui confond démocratie et représentation, celle qui organise le jeu des positionnements et la dépossession pour le plus grand nombre des moyens d'agir concrètement sur les sujets qui les concernent, que nous sommes devenus incapables de penser la politisation des débats autrement qu'en terme de polarisation. Le président d'alors de la CCOM, probablement pour diminuer l'influence d'Ebcom dans les débats et faire peur à certains élus, a admirablement bien joué sur cette confusion, jusqu'au ridicule : « Attention, chers amis, cette association n'est pas neutre, son action est politique, et ses accointances avec certains partis politiques est évidente. » Outre le fait que ce lien d'appartenance est faux, le collectif n'étant affilié à aucun parti ou mouvement politique, cette déclaration du président est surtout le symptôme d'une grande difficulté à comprendre les nouveaux rapports qui se construisent entre politique, mouvements sociaux et engagements militants. Perdant *in fine* dans cette bataille, celui-ci continuera à jouer le mauvais morceau d'une politique revancharde en contribuant à nuire à des associations proches du collectif<sup>5</sup>. Banale manœuvre à la hauteur du quasi inexistant débat politique territorial, que l'engagement louable et souvent sincère d'élus de terrains, dans un contexte budgétaire contraint, ne suffit plus à excuser<sup>6</sup>.

Figure 2



La compétence d'adduction de l'eau potable est une compétence de l'intercommunalité depuis la Loi NOTRE portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi n° 2015-991 du 7 août 2015). La communauté de communes est donc l'assemblée délibérative qui décide des orientations concernant la gestion du service public de l'eau. Quid de la place des usagers dans le choix de ces orientations ? Séance plénière de la région Nouvelle-Aquitaine, décembre 2019.

© photo Sébastien Blanquet-Riviere (région Nouvelle-Aquitaine).

- 5 C'est pourquoi nous posons cette hypothèse : *politiser, ce n'est pas polariser*. La polarisation est cette façon d'avancer dans le débat politique en créant des disjonctions

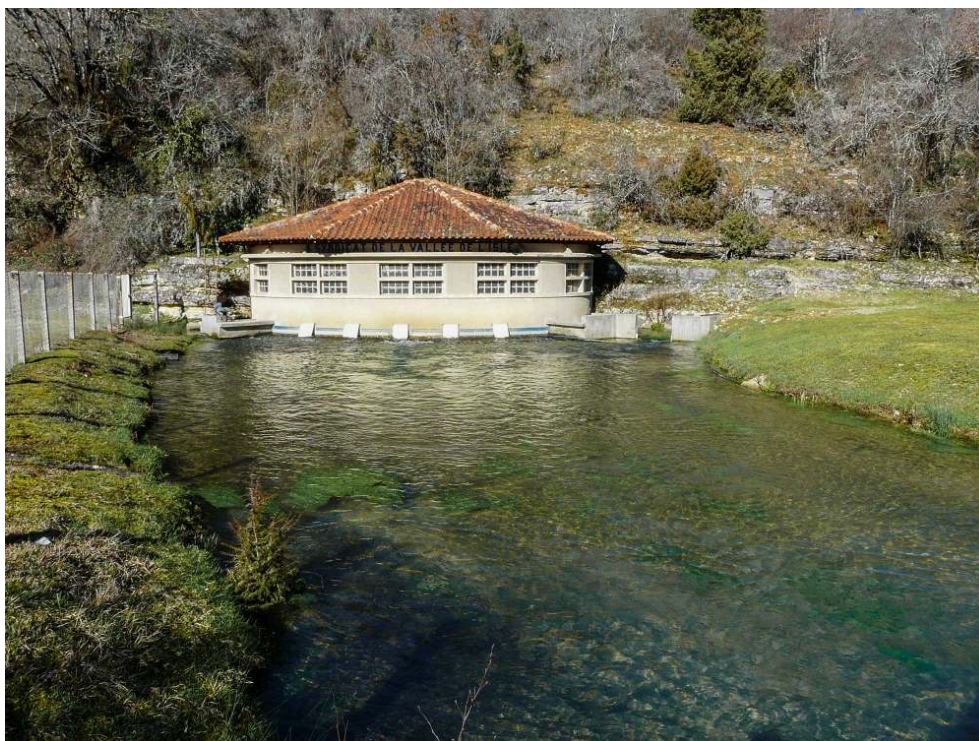


hors-sol qui organisent en tout point et de façon aprioriste deux champs d'action. Au contraire, *politiser*, c'est diffracter, fragmenter, pluraliser à un point tel que ce qui se dit ou se joue dans une mobilisation ou un débat ne peut plus être capturé par un pôle particulier, une étiquette, un drapeau. *Politiser*, c'est remettre de la conflictualité dans des débats là où ne se voient d'ordinaire que des jeux de positionnement et des petits arrangements. *Politiser*, c'est décider (et parfois exiger) de rediscuter de ce qui semble aller de soi pour les officiels de la politique. *Politiser*, c'est aussi s'impliquer avec des valeurs, des finalités et une certaine sensibilité aux conséquences, sans inscrire cette implication dans un cadre préexistant qui guiderait l'action.

## Le piège de la naïveté apolitique

- 6 Assez nombreux en milieu rural, les partisans d'un apolitisme radical crient au loup de la polarisation politique se retrouvaient donc un peu dépourvus face à nous. Tout comme leur indissociable contraire : les militants endurcis qui rappellent l'importance du clivage, l'importance de la polarisation pour identifier l'ennemi et le combattre, et pour éviter de se laisser berner par l'illusion de la discussion ou de la construction à géométrie variable. La recommandation peut s'entendre : derrière cette volonté de ne pas politiser les débats – la revendication apolitique – se cache en fait une volonté de ne pas partager le pouvoir par ceux qui l'ont déjà. Ainsi, s'en remettre à de soi-disant experts neutres (dans notre cas, la multinationale de l'audit, le cabinet KPMG<sup>7</sup>), c'est faire de la politique mais sans le dire. Une autre version de la fameuse formule : « S'il dit qu'il est apolitique c'est qu'il est de droite. » Cette vigilance, forme de « lucidité militante » qui prend hélas souvent l'habit du paternalisme, peut se comprendre mais notre collectif a choisi d'en faire un autre usage. Certes, il existe des rapports de force qui nécessitent de penser des formes de polarisation, qui construisent un « eux » et un « nous », mais ces polarisations doivent-elles être premières, surdéterminantes, figées ? Non. Elles sont là comme des repères pour ne pas se perdre dans l'illusion du consensus (Mouffe 2016) ou le piège de l'unanimité, du trop naïf « On peut tous travailler ensemble », du « ni-ni » ou du « en même temps », qui sont autant d'antidotes à la conflictualité. Elles sont là comme rapport de force concret, en situation, non comme *a priori* théorique à la mobilisation. Savoir lire et analyser les rapports de force, ce n'est pas savoir agir au sein de ces rapports de force. Là où il s'agit de ne pas confondre la lutte et sa théorisation.
- 7 Finalement, politiser une question, ici celle de l'eau, ce n'est donc pas seulement produire du discours politique sur un commun, ce n'est pas inscrire ce commun dans des catégories politiques bien installées, c'est le constituer en tant que tel, c'est lui donner sa consistance. Étonnant axiome auquel nous parvenions : *pas de communs sans politisation*. Si l'eau peut se constituer en commun inaliénable et inappropriable pour être définitivement sortie du spectre de la marchandise, c'est dans sa mise en politique par le bas, par ses usagers, par la construction d'un *rapport communal* à l'eau, et non depuis ses abstractions dépolitisantes que nous propose le débat politique traditionnel.

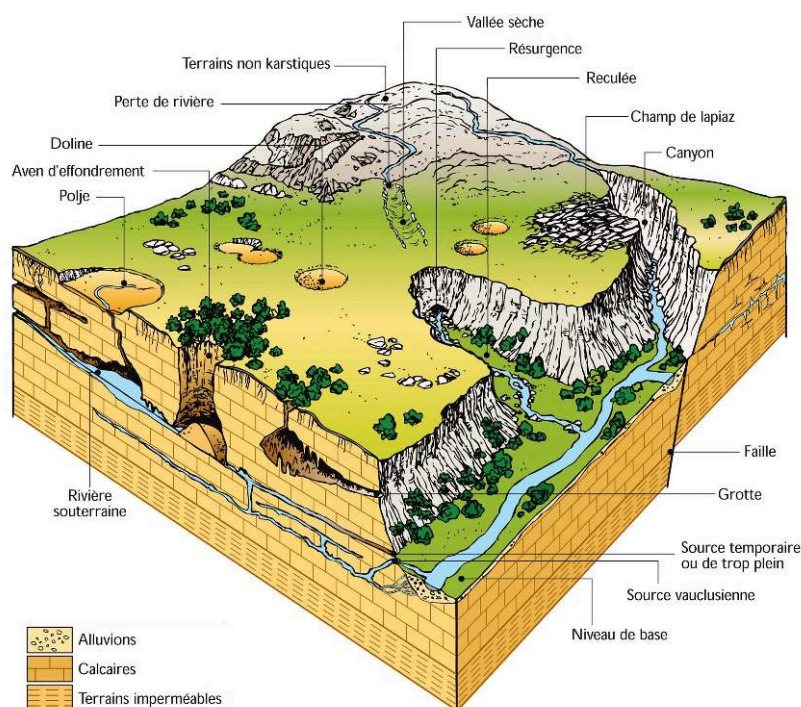
Figure 3



La première étape pour une eau potable de qualité est la protection de la ressource, notamment par la mise en place de périmètres de protection des captages contre les pollutions (industrielles, agricoles, domestiques). Prévu par la loi, la création de ces zones peut être l'occasion d'inciter à passer des terres cultivées en agriculture biologique. Mais cela reste loin d'être suffisant en présence d'un paysage karstique où les pollutions sont plus diffuses. Zone de captage d'une source des eaux de la Glane, Saint-Jory-las-Bloux (Dordogne).

© photo Père Igor, distr. Commons Wikimedia (licence CC BY-SA 3.0).

Figure 4



Paysage karstique synthétique. L'érosion est due à la dissolution des roches carbonatées (calcaires et dolomies). Le calcaire est une roche imperméable mais qui, parce qu'elle présente la caractéristique de se fissurer, devient progressivement perméable. Dans les sols calcaires, l'eau d'infiltration chargée de gaz carbonique circule par ces fractures et les élargit en dissolvant la roche. Cet écoulement se traduit par la formation d'un réseau de grottes et de rivières souterraines. Bloc diagramme provenant des recherches du laboratoire HydroSciences, à Montpellier.

© dessin Michel Bakalowicz (CNRS photothèque).

## Se sentir concerné : construire une stratégie sans plan

- 8 La politisation de la question de l'eau a donc été une lutte pour éviter un double écueil : celui d'un apolitisme s'en remettant naïvement à l'expertise pour décider et celui d'une polarisation stérile confondant la lutte et sa théorisation. Le collectif a construit le chemin du politique comme un chemin où l'eau redevient une préoccupation à la fois conflictuelle qui engage des choix, des hiérarchies, des valeurs, des conséquences, et située car elle nous implique en tant qu'usager, habitant d'un territoire, dans nos corps, dans nos logis, dans nos rapports concrets aux infrastructures. Toujours lier macro- et micropolitique. Cette conception de la politisation a une conséquence directe sur notre façon de vivre la micropolitique de nos groupes, notamment sur notre façon de penser la stratégie de reconquête et d'institution des communs. Politiser sans polariser, c'est s'ouvrir à la possibilité que le chemin – les différentes micropolitiques que nous traversons ou constituons – modifie les termes de nos objectifs macropolitiques – ici, faire basculer notre communauté de communes vers une gestion de l'eau potable par une régie publique pour lutter contre sa marchandisation et avancer vers une gestion écologique et démocratique. Autrement dit, c'est penser la stratégie autrement que comme un plan à exécuter : se laisser convaincre par un argument intelligent, quelle que soit l'étiquette de son interlocuteur ; accepter la rencontre et ce qu'elle peut avoir

de transformatrice dans une mobilisation, dans un débat ; se rendre sensible aux différentes temporalités ; comprendre que les petites histoires (des personnes, des groupes...) construisent en partie la grande histoire des institutions. Nous revendiquons, sans la formuler et sans la théoriser, une philosophie politique des communs non systémique, dans le sens où l'utopie concrète que nous portions n'est pas réductible à un système ou, plus précisément, à une pensée-système dans laquelle tout est prévu, prévisible, maîtrisable, calculable. « L'eau c'est d'abord ceci », « La gestion de l'eau c'est d'abord cela », « Pour construire un réseau efficace, il faut faire ceci », tous ces systèmes explicateurs qui ne pouvaient avoir qu'une conséquence, celle de nous convaincre que cette question ne nous concerne pas. Et peut-être était-ce là l'attraction la plus puissante qui nous portait sur cette question de l'eau : politiquement, l'eau résiste à sa mise en système, elle ne s'appréhende comme commun que depuis sa réappropriation concrète, matérielle, située, sensible. Non pas une politique des communs institués comme des biens mais partout des communs politiques à constituer (Dardot & Laval 2014). Raison pour laquelle, nous ne pouvions à son égard construire un plan, nous ne pouvions que suivre un chemin qui se dessine au fur et à mesure que nous l'empruntons. Car finalement, ce qui anime le collectif c'est aussi cette volonté de vouloir continuer à exister dans la lutte en tant qu'être humain pour construire des amitiés qui ne soient ni tribales – tu es dedans ou dehors – ni libérales – agencement non contraint d'individus soi-disant autonomes – mais existentielles, en cela qu'elles laissent une place à l'imprévu, à la recomposition, au dysfonctionnement (Benasayag 2018).



Figure 5



Par le paiement de leur facture, les usagers de l'eau financent entièrement les infrastructures de distribution d'eau potable, dont les choix techniques engagent la collectivité pour de nombreuses années. De la qualité du réseau dépend la limitation du gaspillage en eau potable. En France, la perte d'eau potable due aux fuites de canalisation est de l'ordre de 20 % : pour 5 litres d'eau mis en distribution, 1 litre revient au milieu naturel sans passer par l'utilisateur. Travaux de renforcement d'un réseau d'eau potable du bassin de l'Adour Gersois.

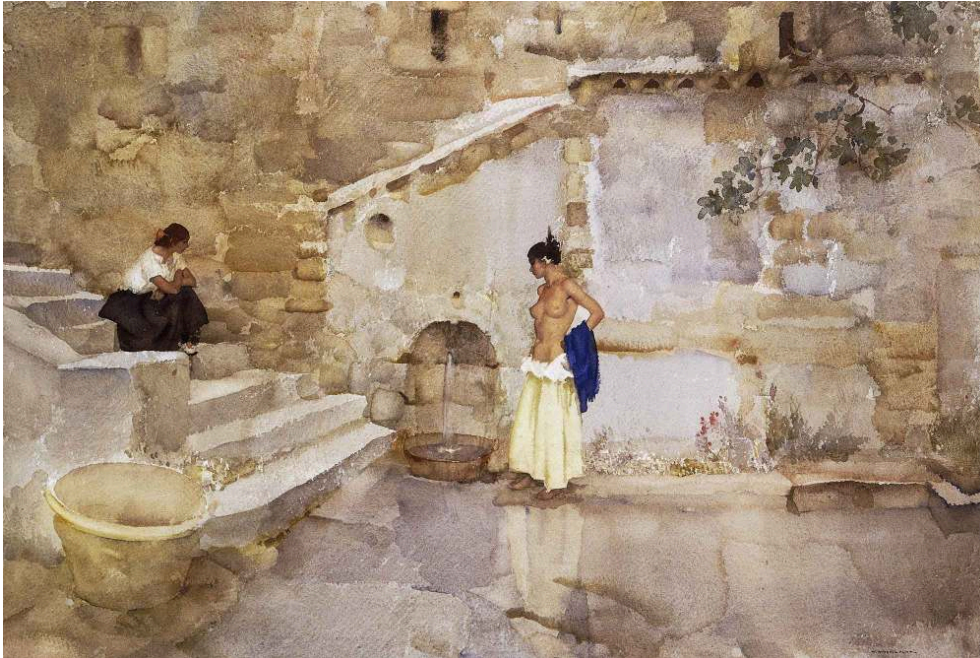
© photo Syndicat intercommunal des eaux du bassin de l'Adour Gersois.

## Chronopolitique de la reconquête

- 9 Mais cette voie est-elle efficace lorsque nous sommes pris par des urgences ? Urgence du calendrier local : nous n'avons que quelques mois pour gagner, et c'est toujours ainsi sur le front des mobilisations, il ne s'agit pas d'une conjoncture particulière, il ne s'agit pas d'une conjoncture particulière, il s'agit d'une modalité temporelle commune à toutes les luttes et qu'il nous faut appréhender sérieusement. Urgence aussi du « grand calendrier civilisationnel » lorsque tous les signaux de la soutenabilité écologique sont au rouge et que l'idée d'effondrement descend progressivement de son abstraction théorique. Des urgences qui ouvrent une voie royale à la rhétorique du retard (Bouchard 2008) : nous n'avons plus le temps de prendre notre temps, face à l'urgence il faut accélérer, être plus performant, plus efficace. Stratégie autoritaire et solutionnisme technologique – qui vont souvent de pair – se précipitent alors pour candidater. Mais nous sommes en retard sur quoi ? De quel temps parlons-nous ici ? C'est la troisième difficulté de nos mobilisations pour la reconquête des communs : nous subissons une chronopolitique de l'urgence qui nous impose un rythme, un calendrier, des échéances, etc. Et donc des modes d'existence. Un temps linéaire – une chronologie – dans lequel la bifurcation n'est pas possible, le ralentissement dévalorisé, la polyrythmie impossible. Face à cela, se pose donc la nécessité de construire une

chronopolitique de la reconquête des communs qui serait une forme d'éthique du rythme permettant de se rendre sensible à la polyrythmie fondamentale des situations. Car derrière la question du temps se loge la question démocratique, là où la subtilité du pouvoir passe aussi par l'« hétérorythmie » comme le suggérait déjà Roland Barthes (2002). L'hétérorythmie, c'est le rythme imposé, une norme temporelle qui s'impose à tous comme aujourd'hui s'impose celle de l'accélération sociale (Rosa 2012).

Figure 6



Avant l'eau courante aux robinets des logements, les fontaines publiques étaient des lieux indispensables pour répondre aux divers besoins vitaux liés à l'eau. Elles restent aujourd'hui le symbole d'une eau gratuite et accessible sans conditions, la marque du caractère vital mais aussi social de l'eau qui rassemble. La ville de Paris compte 1200 fontaines d'eau potables accessibles et gratuites, des « fontaines à boire ». Paradoxalement, dans les villages de France, sous l'effet d'une réglementation contraignante (obligation de comptage, redevance pour prélèvement, etc.) et parfois du fait d'une absence de volonté politique, les fontaines ont tendance à perdre leur accessibilité. *The Garden Tap*, William Russell Flint (1880-1969), conservé au château de Saint Privat.

© William Russell Flint, Christie's Images / Bridgeman Images.

- 10 Pour construire une chronopolitique de la reconquête des communs – donc une chronopolitique située, adaptée et insoumise à la rythmique standard des dispositifs – différentes voies sont envisageables. Des philosophes comme Walter Benjamin ou Gaston Bachelard situaient ce travail dans l'épaisseur de l'exercice poétique, là où la poésie a cette formidable capacité de suspension verticale de la chronologie. Dans son cheminement, le collectif a choisi de contourner la rythmique institutionnelle par la connaissance. Prendre le temps de chercher, de créer ou de diffuser des connaissances là où l'urgence vous appelle plutôt à répondre à des signaux, à proposer des « éléments de langage », à concevoir des *check-lists*. Ne pas se contenter de construire le rapport de force politique dans le discours, le plaidoyer, l'explication mais le faire aussi dans la création d'une autre rythmique, celle du travail de fond, de recherche et d'enquête, continu et inachevé, dont la publication de la lettre *ça coule de source* est une trace : un travail autour de la tarification, de la démocratie des conseils, de la préservation de la ressource, de la nature des infrastructures de réseaux, du modèle économique, etc.,

autant d'occasions de suspendre l'horizontalité du temps imposé par le calendrier des échéances institutionnelles.

## Se défaire du récit des compétences

- 11 Mais une telle démarche de création et de réappropriation des savoirs et savoir-faire sur l'eau demande de déconstruire une croyance bien ancrée : celle de l'inégalité des intelligences qui se traduit par une logique de l'explication ou une logique de l'expertise. Ferment de l'injustice épistémique, ces deux logiques dévient à l'usager, à l'habitant, et même à « l'élus ordinaire », le pouvoir d'enquêter, de construire des hypothèses, de mesurer, de tirer des conclusions, d'effectuer des comparaisons. C'est cela que nous avons entendu : « Reprendre en main la gestion de l'eau ? Mais vous n'y pensez pas, c'est bien trop compliqué, trop risqué. Il existe des gens compétents pour ça, il faut des expertises solides. Et puis, les gens ils s'en foutent, ils n'y comprennent rien. » Dans la phase de réflexion sur l'avenir de la gestion de l'eau, aucune discussion de fond n'était possible sans le rendu d'une étude commanditée à des « experts » qui devait nous permettre d'objectiver le choix dans la neutralité des chiffres. C'est ce récit des compétences que nous avons dû déconstruire tout autant que la neutralité des expertises. Ni l'objet d'une avant-garde éclairée, ni la prérogative d'une poignée d'experts autodésignés, nous devons faire redescendre la question de l'eau dans la rue en créant les conditions d'une réappropriation par le plus grand nombre des enjeux de cette question. Et là, il y avait tout à faire tant le sujet de la gestion de l'eau paraissait « plié » pour les uns, inexistant pour les autres. Rencontres, conférences, débats, rédaction d'articles, etc., en ont été les moyens mais la déconstruction du récit des compétences est avant tout une question de posture : il s'agit de se défaire de l'imaginaire inégalitaire des « explicateurs<sup>8</sup> » et des experts pour s'engager dans une co-construction de savoirs pertinents, situés et assumant une implication politique. C'est ici que notre rapport au savoir rencontre notre rapport au territoire dans la constitution des communs : la création d'un savoir populaire critique sur nos infrastructures (eau, électricité, foncier agricole, production et distribution alimentaire...), ces infrastructures qui dessinent et organisent nos territoires et conditionnent en partie les possibles que nous pouvons y projeter, devient un bord du politique qui nourrit tant les mobilisations que les alternatives territorialisées.

Figure 7



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la régie Eau de Paris est l'opérateur municipal du service de l'eau dans la capitale, dont elle assure l'intégralité de la distribution. 40 % de la population française est desservie par un service public ou par une entreprise publique de l'eau. En France comme en Europe, on observe un réel mouvement de retour à une gestion publique de l'eau, pour de très bonnes raisons.

© photo Émilie Chaix (Ville de Paris).

## Conclusion

- 12 Le choix du mode de gestion de l'eau sur un territoire aurait toutes ses chances de n'être qu'un sujet technique, dépolitisé, relevant de la seule rationalité instrumentale du discours technico-économique. Pourtant, si l'on engage à son propos un travail d'enquête dont l'objectif est d'en faire un élément stratégique de la constitution d'un commun, notre regard peut changer radicalement. Nous découvrons que les infrastructures – réseau, puits, captages, pompes... – nous appartiennent collectivement et que les choix que l'on fait à leur égard engagent notre responsabilité sur le long terme tout autant qu'ils déterminent nos usages au quotidien. Faire le choix du PVC plutôt que du plomb comme matériau pour les tuyaux acheminant l'eau, appliquer une tarification progressive ou différenciée selon les usages, qu'une grande partie des compteurs de votre territoire ait dépassé leur durée normale d'utilisation, que le rendement moyen de votre réseau soit d'environ 70 %, que la structure géomorphologique de votre territoire soit de type karstique, que l'usager soit le seul contributeur au financement du coût de l'adduction de l'eau sans pour autant avoir droit à participer aux choix qui concernent ce service, que la ressource s'amenuise et se détériore sans qu'aucune mesure d'ampleur et préventive soit prise à ce propos, sont autant de préoccupations qui constituent le problème de l'eau. Dire que l'eau est un commun, c'est d'abord et avant tout créer les conditions pour le constituer en tant que tel. Et non pas seulement au niveau institutionnel – ici en créant une régie publique intercommunale se débarrassant d'une gestion privée et lucrative – mais aussi dans



notre rapport au politique, notre rapport au savoir, notre rapport au territoire. Tel est peut-être ce qui donne de la consistance à un commun.

- 13 Voilà pourquoi, au-delà d'une bataille sur l'eau, c'est une expérience de mobilisation que nous avons éprouvée, une expérience de reconquête d'un commun par sa constitution. Nous n'avons pas gagné la guerre de l'eau, mais nous avons mis l'eau aux bords du politique<sup>9</sup>, pour ouvrir une brèche d'émancipation. Et c'est peut-être l'enseignement le plus précieux des mobilisations de ces dernières années que de penser le combat politique comme une expérimentation de nouveaux rapports... au politique, au savoir et au territoire. Et cela confirme une nouvelle fois que nous n'avons pas seulement besoin d'alternatives mais aussi d'une « réflexion alternative sur les alternatives » (De Sousa Santos 2016 : 61).

---

## BIBLIOGRAPHIE

- BARTHES Roland, 2002, *Comment vivre ensemble. Simulations romanesques de quelques espaces quotidiens. Notes de cours et de séminaires au Collège de France, 1976-1977*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Traces écrites », série « Les cours et les séminaires au Collège de France de Roland Barthes ».
- BENASAYAG Miguel, 2018, *Fonctionner ou exister*, Paris, Le Pommier-Humensis, coll. « Manifeste le Pommier ! ».
- BOUCHARD Julie, 2008, *Comment le retard vient aux Français. Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité, 1940-1970*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Information-communication ».
- GROUPE UNIVERSITÉ POPULAIRE DU RISOMES [Réseau d'initiatives solidaires mutuelles et écologiques] (photographies de VUILLAUME Jessica), 2016, « Une expérience agricole en vallée de l'Ouche », *Revue POUR*, n° 230, « Mondes ruraux et apprentissage de la socialité citoyenne », p. 81-89.
- DARDOT Pierre & LAVAL Christian, 2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte.
- DE SOUSA SANTOS Boaventura, 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Solidarité et société ».
- INNERARITY Daniel, 2008, *Le Futur et ses ennemis. De la confiscation de l'avenir à l'espérance politique*, Paris, Éditions Climats.
- MOREAU Alexis, 2015 (20 janvier), « Comment les géants de l'audit ont pris le pouvoir », *Bastamag* [en ligne], <https://www.bastamag.net/Comment-les-geants-de-l-audit-ont> [lien valide en juin 2020].
- MOUFFE Chantal, 2016, *L'Illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.
- RANCIÈRE Jacques, 2004 [1987], *Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, 10-18, coll. « Fait et cause ».

RANCIÈRE Jacques, 1998, *Aux bords du politique*, Paris, La Fabrique éditions.

ROSA Harmut, 2012, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, coll. « Théorie critique ».

VERCAUTEREN David (en collaboration avec MÜLLER Thierry & CRABBÉ Olivier), 2018, *Micropolitique des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*, Paris, Éditions Amsterdam.

## NOTES

1. Située à l'ouest de l'agglomération dijonnaise, aux portes du pays Auxois-Morvan, la communauté de communes Ouche et Montagne rassemble aujourd'hui 32 villages et environ 11 000 habitants.
2. C'est aussi à Mâlain que sont nées en 2015 les alternatives agricoles, dynamique autour de l'agriculture citoyenne, la relocalisation alimentaire et l'éducation populaire (GROUPE UNIVERSITÉ POPULAIRE DU RISOMES 2016). Pour plus d'infos : [www.alternatives-agriculturelles.fr](http://www.alternatives-agriculturelles.fr) [lien valide en juin 2020].
3. Communiqué de presse Ebcom en date du 13 janvier 2018.
4. Que nous appellerons désormais « collectif ».
5. Voir la lettre ouverte de l'association Risomes suite à la suppression d'une subvention pour l'organisation de sa deuxième édition de son festival « À tout bout d'Champ » : <https://alternatives-agriculturelles.fr/risomes/> [lien valide en juin 2020].
6. L'argument du manque de moyens des collectivités à la suite d'un transfert important de compétences de l'État vers celles-ci est très souvent avancé. Dans un tel contexte, le récit de « l'élu de base qui fait ce qu'il peut » prend alors le dessus sur les appels à une plus grande volonté politique et à une réflexion prospective sur l'avenir des territoires. À l'échelle locale aussi, l'empire du moindre mal triomphe...
7. À propos de la multinationale KPMG, voir Moreau (2015).
8. Dans Rancière (2004 : 15), la prétention inégalitaire des explicateurs est magnifiquement déconstruite : « [...] il faut renverser la logique du système explicateur. L'explication n'est pas nécessaire pour remédier à une incapacité à comprendre. C'est au contraire cette incapacité qui est la fiction structurante de la conception explicatrice du monde. C'est l'explicateur qui a besoin de l'incapable et non l'inverse, c'est lui qui constitue l'incapable comme tel. Expliquer quelque chose à quelqu'un, c'est d'abord lui démontrer qu'il ne peut pas le comprendre par lui-même. »
9. En référence à l'ouvrage de Jacques Rancière (1998).

## RÉSUMÉS

Le choix du mode de gestion de l'eau potable dans une ville, un village ou un territoire aurait toutes ses chances de n'être qu'un sujet technique, dépolitisé, relevant de la seule rationalité instrumentale du discours technico-économique. Pourtant, si l'on engage à son propos un travail d'enquête dont l'objectif est d'en faire un élément stratégique de la constitution d'un commun, notre regard peut changer radicalement. Ce fut la démarche d'un collectif d'usagers dans le territoire Ouche et Montagne en Côte-d'Or (21) que nous mettons ici en lumière en tant

qu'observateur impliqué. Par ce récit, nous cherchons à montrer que si l'eau peut se constituer en commun inaliénable et inappropriable pour être définitivement sortie du spectre de la marchandise, c'est dans sa mise en politique par le bas, par ses usagers, par la construction d'un rapport communal à l'eau, et non depuis ses abstractions dépolitisantes que nous propose le débat politique traditionnel. Et cette reconquête des communs est nécessairement transformatrice, de notre rapport au politique et de notre rapport au savoir. Pour le premier, nous témoignons de la puissance d'une repolitisation concrète et située de la question de l'eau, non polarisée et non déterminée théoriquement de façon aprioriste. Pour le second, nous comprenons que la constitution d'un commun passe par la rencontre entre territoire et savoir. Et plus précisément, par la création d'un savoir populaire critique sur nos infrastructures (eau, électricité, foncier agricole, production et distribution alimentaire...), ces infrastructures qui dessinent et organisent nos territoires et conditionnent en partie les possibles que nous pouvons y projeter, savoirs qui deviennent des bords du politique nourrissant tant les mobilisations que les alternatives territorialisées.

The choice of how to manage drinking water in a city, a village or a territory is likely to be a technical, depoliticized subject, subject only to the instrumental rationality of the techno-economic discourse. However, if we undertake a research project whose objective is to turn the drinking water management into a strategic element in the constitution of a common, our viewpoint can change radically. This was the experience of a collective of water users in the Ouche et Montagne territory (Côte-d'Or, France). We bring it to light here as a participant observer. Through this account, we seek to show that if water can be formed as an inalienable and un-appropriate common to be definitively taken out of the spectrum of the merchandise, it is in its political implementation from below –by its users– through the construction of a communal bond with water, and not from its depoliticizing abstractions that the traditional political debates propose to us. And this reclaiming of the commons is necessarily a transforming one –of our relationship to politics and of our relationship to knowledge. For the former, we are witnessing the strength of a practical and situational re-politicization of the question of water, which is not polarized and not determined theoretically in an aprioristic manner. For the second, we realize that the constitution of a common passes through the encounter between territory and knowledge. And more specifically, through the creation of a critical popular knowledge of our infrastructures (water, electricity, agricultural land, food production and distribution...): infrastructures that shape and organize our territories, and in part determine the potentials that we can project into them; elements of knowledge that reach the edges of politics, nourishing both commitments and some territorialized alternatives.

## INDEX

**Mots-clés** : commun, eau publique, politique, démocratie, territoire, usagers

**Keywords** : common, public water, politics, democracy, territory, users

## AUTEUR

LÉO COUTELLEC

Enseignant-chercheur en philosophie des sciences, engagé autour d'alternatives agricoles à Mâlain (Côte-d'Or)